GREAT

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

AC 001079 / 01 Juillet 2009 " Réfléchir à changer "

Imprévisible avenir

– Rapport d'activités 2011-2012 –

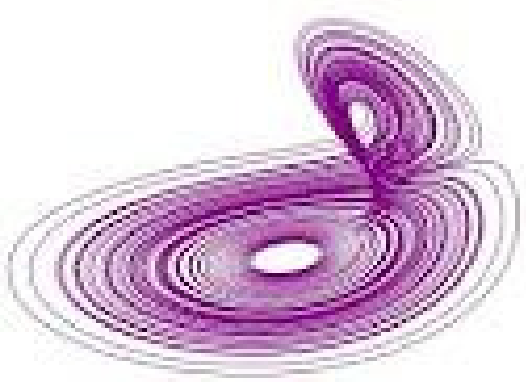
Bamako, mai 2012

BP. E1255 Bamako (Mali) Tel. (223) 20 28 76 95 / 66 74 22 20 Email. great@greatmali.net

Table des matières

Résumé exécutif 1
1. Etudes et recherche 3
1.1. Economie du savoir 3
1.2. Evaluation d'impacts 5
1.3. Croissance économique 8
1.4. Finances publiques 10
1.5. Pauvreté 12
2. Enquêtes 13
2.1. Renseignement direct 13
2.2. Collecte de données sur échantillon 13
3. Formation et renforcement des capacités 15
3.1. Ateliers de formation 16
3.2. Gestion de base de données 18
3.3. Analyse de données 18
4. Communication et information 19
4.1. Dissémination des résultats de recherche 19
4.2. Point de presse 19
4.3. Les Journées du savoir 20
5. Publications 22
5.1. Les Great_Cahiers 22
5.2. Le Great_Savoir 23
5.3. La GREAT_Formation 25
5.4. Réseau d'abonnés 26
6. Partenariat 27
6.1. Institutions de recherche 27
6.2. Administration publique 28
6.3. Société civile 28
6.4. Partenaires techniques et financiers 28
7. Fonctionnement institutionnel 29
7.1. Plan de communication 29
7.2. Plan de mobilisation des ressources 29
7.3. Programmation et responsabilisation des activités 30
7.4. Réunions statutaires 31
8. Suivi budgétaire 33
8.1. Système de gestion 33
8.2. Structure des dépenses 33
8.3. Sources de financement 33
9. Programme d'activités 2012 34
Conclusions 36

Avant propos



Trop tard pour être urgent

Au sortir de la première édition des Journées du savoir de février 2012, il était permis de croire subitement au renouveau scientifique du Mali. La qualité des communications, celle des débats de deux jours d'intenses réflexions de toutes parts, la qualité intellectuelle, culturelle et simplement humaine des participants, la fermeté des engagements pris pour que ne s'éteigne jamais cette flamme des savoirs olympiques, l'enthousiasme qu'exprimaient tous les visages croisés, bref ces Journées auraient convaincu plus d'un sceptique qu'une étincelle venait de scintiller et la flamme en jaillirait pour illuminer la trop grande obscurité du Mali. Et si un minuscule groupe de recherche venait de donner espoir à l'intelligentsia d'un pays archaïque pour l'ouverture des citoyens à la science et du pays à l'épanouissement tout court? Dans la tête déjà enflée des animateurs de ce groupuscule grouillaient idées sur idées, rêves sur rêves, de la lumière éblouissante partout. Le renouveau était déjà réel, vivant même malgré la contrariété provoquée par quelques coups de sifflets à peine audibles de fin de récréation. Donc, tout cela n'était qu'une récréation rêvée de la vie réelle de tous les jours. Même la fin annoncée faisait au départ partie intégrante de cette récréation. Puis se produisirent de cauchemardesques tragédies militaires, humaines puis politiques voire diplomatiques, tous les partenariats multiformes du pays prenant subitement fin dans une terrible confusion de rôle entre vulgaires projets et généreuses coopérations humanitaires. Collatéralement, GREAT devait subir les havres de la crise, que dis-je de la catastrophe ou du chaos.

Tout était donc calme, le rêve permis. Il n'y avait presque aucun mouvement perceptible, puis survint l'écroulement, le réveil brusque à la réalité nue, vilaine et inacceptable. On nous a trop longtemps aidé à nous surestimer, démocratie exemplaire, havre de paix et de stabilité, oasis de sécurité et d'humanisme et des meilleurs. Confortablement installés dans ce nocif environnement laudatif, on a accepté toutes les inepties, on a minimisé tous les risques, on a ignoré les incertitudes, accepté les esprits nains pour nous guider, on a érigé l'obscurantisme religieux en sagesse suprême. Inlassablement, on a vu de l'ordre partout où il n'y avait que chaos, cherché de la morale dans l'immoralité régnante. Et même que l'édifice a maintenant pris de sérieux coups de fissure, on continue à chercher des certitudes et des garanties dans les faits et gestes des grands ou de ceux que notre ignorance collective a élevé à un tel rang sans épreuve ni test d'admissibilité. Sans remise en cause de nos croyances et sans vérification empirique de nos certitudes, on se réserve encore le droit de futures déceptions devant d'aussi futures ruptures brusques de la tranquillité.

Au plan théorique, en parfait dual de la situation objective que vit actuellement notre pays, le déterminisme est battu en brèche, la certitude n'est plus que candeur d'apprenants de première heure. Avec la théorie de la relativité, l'espace et le temps sont passés de l'absolu au relatif. La physique quantique accole de l'incertitude à toute mesure. Les mathématiques s'affranchissent de la logique pure. La dialectique s'est emparée de la pensée philosophique. La théorie traite désormais du chaos et de l'incertitude. Aussi, devons-nous appréhender la réalité complexe à l'aide de nouveaux outils de compréhension et d'analyse.

En tout, l'issue des mouvements en cours est de plus en plus imprévisible y compris l'avenir de GREAT et de ses perspectives, désordre et hasard s'entremêlant sans fin. L'avenir est davantage devenu difficile à prévoir. L'entropie est grande rendant hypothétique toute évolution linéaire, sans tumultes mais bien au contraire débouchant sur des catastrophes. Le Mali, aujourd'hui vu comme système complexe présente une configuration géométrique moins précise qu'il n'y paraît dans le cerveau des hommes sous forme de reflet de la réalité. A tout point de vue, l'image est fractale. Dans une telle configuration, l'avenir devient presque imprévisible tellement le présent à partir duquel doit découler le futur est difficile à connaître dans sa très grande complexité, dans son chaos même. Il faut alors s'inspirer des prouesses de la météorologie en inférant des prédictions du futur proche et non plus du long terme à moins de faire de la prospective cette fois en intégrant l'entropie du système, l'occurrence des catastrophes et la présence d'un désordre de tous les instants. Pour sa part, GREAT se dote d'un plan prévisionnel d'activités couvrant l'année 2012 (d'avril 2012 à mars 2013). Au cours de cette période, il aura à organiser sa propre lecture des évènements récents qui ont mis à nu toute la complexité du système Mali et l'inadéquation de la réflexion théorique à la hauteur des enjeux et des nombreux défis à relever pour le changement de la société et l'aide de la recherche à la prise de décision.

Pourtant, l'histoire des politiques économiques du Mali est une succession, presque tous les dix ans, d'engagements suivis de rectifications. Toutes les lignes majeures stratégiques ont par la suite été contrariées, qu'il s'agisse de la planification, de l'ajustement structurel voire de la croissance. Il se crée une sorte d'enchevêtrements d'agitations et d'immobilismes comme si le repos devrait succéder inévitablement au mouvement selon la pensée aristotélicienne du repos. Ainsi, l'immobilité serait la règle et le mouvement l'exception qui d'ailleurs finirait bien par s'immobiliser d'autant plus que tous les corps en mouvement tendraient vers le repos

L'histoire de la politique tout court du Mali n'en est pas éloignée, une succession de comédies et de tragédies, les unes provoquant les autres avec des amplitudes plus ou moins variables.

Il faut une rupture dans les deux cas, par émergence et promotion d'un savoir endogène nourri aux avancées théoriques universelles et s'inspirant de la pratique vivante des peuples du monde.

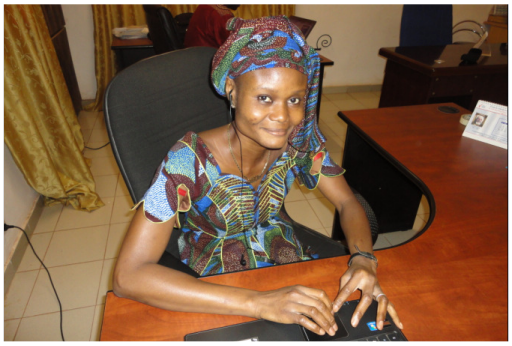
Pourvu que ce Rapport soit agréable à lire, fusse la richesse intrinsèque des travaux de recherche qui le sous-tendent en souffrir. Le savoir n'en sera que mieux diffusé au public.

François Koné, Responsable DEF

Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC

Boubacar Bougoudogo, Responsable DER

Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Djénéba Diarra, assistante de recherche

Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Résumé exécutif

Le présent rapport se propose de faire l'économie des activités menées par GREAT au cours des 12 derniers mois. Ces activités concernent principalement les études et recherche, la formation et le renforcement de capacités, les publications (rapports d'études et manuels de formation), la communication et la dissémination de résultats de recherche. Elles concernent aussi le fonctionnement institutionnel et la mobilisation des ressources.

Au titre des études et recherche ainsi que des enquêtes, le rapport fait la synthèse de:

- 4 travaux de recherche
  - ✓ Economie politique du savoir
  - ✓ Inventaire de la production du savoir au Mali
  - ✓ Programme de transition fiscale du Mali
  - ✓ Profil 2010 de la pauvreté au Mali
- 2 documents-plans en complément du plan stratégique 2010-2014
  - ✓ Plan de mobilisation des ressources
  - ✓ Plan de communication
- 3 études spécifiques au compte de partenaires externes
  - ✓ Etude d'évaluation de l'utilisation du produit Aquatabs (PSI)
  - ✓ Diagnostic de la croissance au Mali (BAD)
  - ✓ Impacts de la crise économique mondiale sur le marché du travail (BIT)
- 3 enquêtes de terrain
  - ✓ Transparence et responsabilisation budgétaires
  - ✓ Assainissement total piloté par les communautés (ATPC) dans le milieu rural de la région de Koulikoro
  - ✓ La compétitivité globale des entreprises.

En matière de formation et de renforcement de capacités, on note la participation et/ou l'organisation de plusieurs ateliers de formation. Ont suivi ces formations:

- 9 chercheurs en Etude d'évaluation d'impacts des projets et programmes
- 2 chercheurs en Modèle d'équilibre général calculable et initiation à la pratique du logiciel GAMS
- 1 Chercheur sur les modèles MME_DNPD et T21
- 7 Chercheurs et assistants de recherche sur le logiciel ARCGIS ciblé sur des économistes
- 1 assistant de recherche sur CSPRO, niveau avancé
- 4 chercheurs et assistants de recherche sur l'initiation à la modélisation économétrique sur STATA.

Les publications concernent les rapports de recherche, les manuels de formation, les Policy briefs et les bases de données à travers le site internet (www.greatmali.net) au profit du réseau d'abonnés. Au total, ont été publiés :

- 8 GREAT_Cahiers
- 4 GREAT_Formation
- 13 GREAT_Savoir.

Concernant la communication et l'information, le rapport fait écho de:

- Dissémination des résultats de transparence budgétaire 2010

- Points de presse sur
  - ✓ Accaparement de terre dans la zone office du Niger
  - ✓ Produire du savoir – Conditions et finalités
- Première édition des Journées du savoir (Jds) qui a vu la participation d'une soixantaine de professeurs d'université, chercheurs, décideurs, opérateurs économiques, journalistes et autres pour 14 communications.

Le rapport ne manque pas aussi de souligner la qualité et la diversité des partenariats anciens et nouveaux avec:
- 13 institutions de recherche
- 7 structures de l'administration publique
- 5 organisations de la société civile
- 9 partenaires techniques et financiers.

Au titre du fonctionnement institutionnel, le rapport évoque:
- 1 réunion du Conseil d'administration
- 12 réunions du personnel
- 6 ateliers résidentiels de rédaction
- la participation aux réunions du Comité de modélisation et de prévision
- 8 ateliers internationaux
- l'adoption d'un plan de communication et d'un plan de mobilisation des ressources
- l'établissement et la mise à jour régulière d'un tableau de bord.

La Gestion administrative et financière traite:
- du système de gestion
- de la structure des dépenses
- des sources de financement.

Le rapport se termine par une programmation détaillée des activités de l'année prochaine qui précise les personnes responsables pour chaque activité.

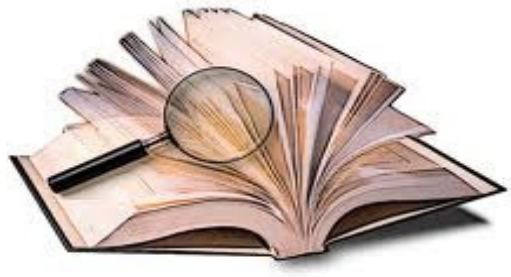
1. Etudes et recherche

Le rapport d'études et de recherche, pour chaque activité donnée, est structuré autour de la problématique, de la pertinence politique, de la méthodologie et des recommandations. Cinq activités phares sont ici retenues, l'économie du savoir, l'évaluation d'impacts, la croissance, les finances publiques et la pauvreté.

1.1. Economie du savoir

☞ Economie politique du savoir

Problématique	Pour transformer la société, passer d'une économie agraire à une économie industrialisée voire à l'économie du savoir, il faut investir dans l'accumulation de connaissances susceptibles d'être incorporées dans des biens et services de qualité, distribuer le savoir, renforcer l'expertise nationale et utiliser judicieusement les TIC
Pertinence politique	L'accumulation du savoir est la clé de la croissance économique et du développement durable. Elle facilite la connexion entre la recherche et la décision, entre le marché et le politique, entre l'école et la société
Revue de la littérature	✓ Hervé Barreau (1985): Les théories philosophiques de la connaissance face à la relativité ✓ Christian Chavagneux (2001): la propriété intellectuelle dans l'histoire, Alternatives ✓ Antonella Corsani (2003): Savoir et travail dans le capitalisme cognitif – Les impasses de l'économie politique, in "Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?", Ed. Carlo Vercellone, La dispute ✓ Antonella Corsani (2000): Vers un renouveau de l'économie politique – Anciens concepts et innovation théorique, mai ✓ OCDE (1996): L'économie fondée sur le savoir, OCDE/GD(96)102, Paris
Méthodologie	✓ Analyse documentaire ✓ Synthèse de la revue de littérature
Données utilisées	✓ Données secondaires nationales ✓ Données secondaires d'études Banque mondiale et BAD
Principaux résultats	✓ Hier, la science a instruit et permis l'élaboration de visions du monde. Ensuite, elle est devenue une force productive incorporée dans les machines qui accroit la productivité du travail. Plus tard, elle passera du rôle d'aide à la production de marchandises par des marchandises à celui de la production de connaissances par des connaissances. ✓ L'offre du capital humain est presque nul à court terme, il faut le créer par des investissements massifs et productifs dans la production, l'acquisition et la distribution du savoir ✓ Bien que le processus décisionnel soit assez complexe, l'ignorance totale des résultats de recherche de la part des décideurs est simplement frustrante et peut conduire à l'impasse, tout au moins dans le domaine de la politique économique
Recommandations	✓ Le droit de savoir des citoyens doit primer sur le droit de propriété ✓ Le cloisonnement de la société doit laisser place à davantage de collaborations entre l'école et l'entreprise, entre la recherche et la décision, entre la recherche et la société civile ✓ Les décideurs doivent être davantage associés au processus de recherche, de sa conception à la production des résultats en passant par la conduite proprement dite des travaux empiriques ✓ Il faut asseoir une certaine culture de la recherche voire simplement du chiffre ou de l'évidence empirique comme outil d'aide à la décision ✓ Il importe de travailler à l'établissement (élaboration, calcul et suivi) d'un indice d'influence politique de la recherche (IPRI)



Les deux dimensions du contexte actuel de l'économie du savoir, la mondialisation et la décentralisation, sont favorables à l'émergence des économies nationales. Cette émergence décrit aussi bien l'évolution de ces économies que le niveau atteint par cette évolution à une étape donnée.

Au plan international, il est établi un indice synthétique de l'émergence économique combinant la création de richesse (mesurée par le PIB réel), l'investissement et les exportations. Cet indice d'émergence sépare les pays en 4 catégories, à savoir:

- les post-émergents dont les caractéristiques correspondent à celles des nouveaux pays industrialisés
- les émergents pour qui l'indice composite est supérieur ou égal à 50%
- les pré-émergents pour qui des efforts dans un ou plusieurs domaines pour franchir le seuil de l'émergence doivent être fournis
- les anté-émergents qui cumulent encore des handicaps à tous les niveaux avec peu d'attractivité des investissements et une croissance faible et peu diversifiée, cette catégorie étant caractéristique du Mali.

A ce handicap de l'anté-émergence s'ajoute le choix que semble opérer le décideur malien à savoir "s'abriter derrière une demande d'étude pour retarder toute décision sur une question brûlante".

☞ Inventaire de la production du savoir au Mali

Problématique	Faire un état des lieux de la production du savoir au Mali dans les centres et institutions quel que soit leur statut (indépendant, public, international ou mixte)
Pertinence politique	✓ Le savoir, facteur de production comme le capital et le travail ✓ Lien entre savoir et leadership cognitif puis économique
Revue de la littérature	✓ Maurizio Lazzarato (2004): Les révolutions du capitalisme – Les empêcheurs de penser en rond ✓ Charles Dhewa (2009): surfacing the strenghts of local content throught participatory communication, 13 October
Méthodologie	✓ Enquête auprès des organisations productrices de savoir au Mali ✓ Analyse statistique des données collectées
Données utilisées	Les données recueillies sur 26 organisations sur les 68 initialement visées
Principaux résultats	✓ Financement, plus à usage spécifique que libre (64% contre 36%) ✓ Large partenariat national et international ✓ Equipement informatique et de communication adéquat ✓ Recherche tournée prioritairement vers le pays et les populations ✓ Davantage d'études et de consultations que de recherche proprement dite ✓ Davantage de documents de travail et de rapports d'études que d'articles scientifiques ✓ Faible visibilité Internet des données et résultats de recherche ✓ Absence de principes éthiques ✓ Absence de systèmes de reconnaissance et de récompense
Recommandations	La rareté des systèmes d'incitations pour le personnel, d'organe de contrôle ou d'organe chargé de la qualité ainsi que l'absence de financement public pour les indépendants sont des points à améliorer pour une meilleure production et diffusion du savoir au Mali

Pour un producteur du savoir, la recherche permanente de la qualité à travers par exemple l'utilisation de méthodologies rigoureuses, la circonscription du champ d'action ainsi que le point de vue de l'organisation sur la propriété privée ou collective du savoir sont des principes qui peuvent influencer son efficacité.

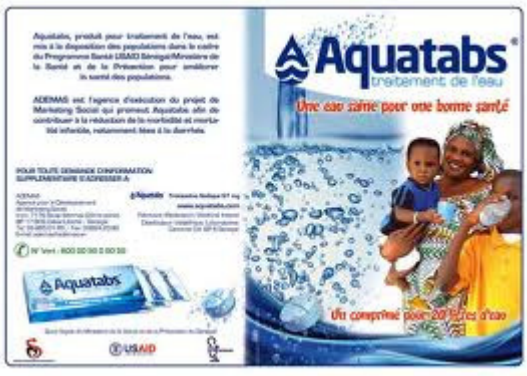
Ces principes, surtout celui de la légitimité ou non de la propriété privée du savoir, auront encore plus d'influence s'agissant d'une organisation de diffusion du savoir. A la question "peut-on être propriétaire d'une connaissance comme on est propriétaire d'une valeur-utilité quelconque", Maurizio Lazzarato (1999) répond "un homme n'est pas plus propriétaire de sa gloire, de sa noblesse, de son crédit qu'il ne l'est de ses membres". Pour Charles Dhewa (2010), "il est essentiel que les gens ordinaires soient en mesure de participer à l'innovation scientifique" et c'est pourquoi la science africaine doit surmonter les barrières linguistiques. Cette démocratisation de la connaissance en Afrique a été exclue par les sociétés ésotériques d'hier et continue de l'être par l'enseignement néocolonial d'aujourd'hui.

Dans les organisations enquêtées, la qualité de la recherche, l'utilisation de méthodologies rigoureuses ainsi que l'innovation sont autant de standards de qualité auxquels elles aspirent. Les centres indépendants de recherche sont davantage attirés par le principe d'innovation, les mixtes par ceux de méthodologies rigoureuses et d'innovation tandis que les organismes publics privilégient tout sauf le principe de l'innovation et les internationaux d'autres types de principes que ceux ici retenus.

Le droit du citoyen au savoir est un principe globalement partagé par les organisations de l'échantillon, 75% d'entre elles dont 100% pour les organismes publics, justement à vocation de service public.

1.2. Evaluation d'impacts

☞ Etude d'évaluation de l'utilisation du produit de traitement de l'eau "Aquatabs" chez les femmes en charge des enfants de moins de 5 ans



Au Mali selon EDSM 2006, environ deux ménages sur trois (66%) n'utilisent aucun moyen de traitement de l'eau de boisson. Le non respect de certaines conditions d'hygiènes au tour des points d'eau constitue également une source d'altération de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, et une source d'exposition aux maladies diarrhéiques.

Le Programme de prévention des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de cinq

ans a démarré à PSI-Mali en Juillet 2009 avec des activités de communication pour le changement de comportement. Les interventions de PSI-Mali pendant les deux premières années (2009 et 2010) ont porté sur la communication de masse (télévision et radio), sur les déterminants pouvant influencer le changement de comportement dont la connaissance des conséquences de l'utilisation de l'eau de boisson non traitée.

Problématique	Quel est le niveau de l'utilisation correcte et consistante du produit "Aquatabs" de traitement de l'eau et quels en sont ses principaux déterminants (relativement aux facteurs d'opportunité, de capacité et de motivation, etc.) chez les femmes en charge des enfants de moins de 5 ans
Pertinence politique	Les facteurs de non accès à l'eau potable associés au déficit d'hygiène individuelle et collective favorisent les maladies diarrhéiques qui constituent au Mali la troisième cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans (après le paludisme et les infections respiratoires aiguës)
Revue de la littérature	✓ Macro International (2006): Rapport EDS du Mali ✓ INSTAT (2011): Rapport provisoire du RGPH 2009 ✓ PSI (2009): Etude TRaC des maladies diarrhéiques dans la région de Kayes
Méthodologie	✓ Enquête auprès d'un échantillon représentatif de 3'924 femmes en charge des enfants de moins de 5 ans dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako ✓ Saisie, et double saisie des données sur CSpro puis transfert sur SPSS ✓ Analyse des données: Analyse en composantes principales, Analyse factorielle des correspondances et régression multivariée.
Données utilisées	Données d'enquête menée en septembre 2011 dans les régions d'intervention du Programme de prévention des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans
Principaux résultats	✓ Près d'un tiers des femmes enquêtées utilisent une technique quelconque de traitement de l'eau ✓ Un peu plus de 10% de ces femmes utilisent "Aquatabs" ✓ Trois ménages sur dix avec des enfants de moins de 5 ans utilisent un quelconque désinfectant pour traiter l'eau de boisson. ✓ Seulement un sur vingt de ces ménages utilisent spécifiquement "Aquatabs" ✓ L'évaluation des activités du Programme révèle un changement positif de comportement des femmes lorsqu'elles sont exposées (faiblement ou fortement) au message de prévention des maladies diarrhéiques en termes d'utilisation de désinfectant
Recommandations	✓ Le programme devra viser à changer positivement la perception des femmes en charge des enfants de moins de 5 ans vis-à-vis de "Aquatabs" et d'autres techniques de désinfection de l'eau ainsi que de l'attrait de ce produit particulier ✓ La communication radio/télé doit se poursuivre pour atteindre le maximum de cibles

L'évaluation révèle que le pourcentage de femmes qui utilisent "Aquatabs" augmente significativement lorsque celles-ci reçoivent des messages de PSI sur le traitement de l'eau de boisson. Ainsi, sans ces messages, seulement 3% des femmes en charge des enfants de moins de 5 ans utiliseraient un désinfectant contre 17% respectivement 18% lorsqu'elles reçoivent faiblement (moins de 10 fois au cours du semestre précédent l'enquête) respectivement fortement (10 fois et plus) ces messages sur le produit "Aquatabs"

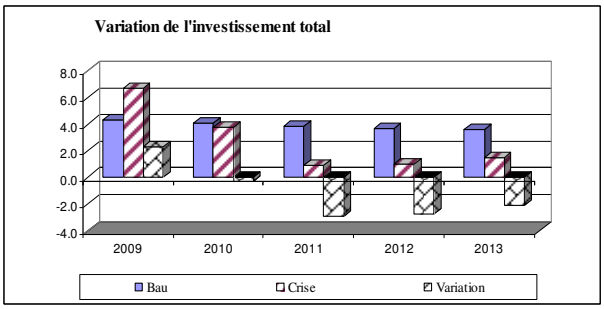
En matière de capacité, 16% des femmes "exposées" au message PSI sur la diarrhée connaissent tout de ses causes. Ce pourcentage est de 18% lorsqu'elles sont fortement "exposées" au message alors qu'il n'est moins de 4% en l'absence de toute exposition. Le message induit également une plus grande capacité des femmes à adhérer au traitement de l'eau de boisson, à être à même de convaincre d'autres à en faire autant et à utiliser convenablement "Aquatabs". Ainsi, cette capacité d'utilisation passe d'un score de 2.1 (sur

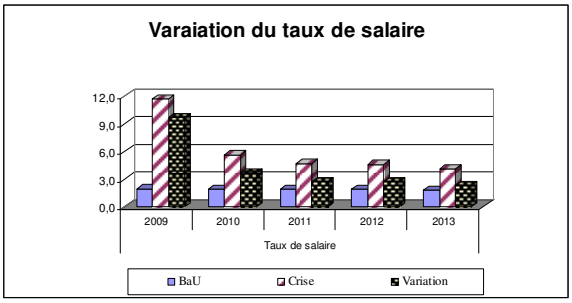
une échelle de 0 à 5) en l'absence de message à 2.7 en cas de faible "exposition" au message et à 3.1 en cas de forte "exposition".

Il existe une différence significative dans la capacité selon que l'exposition est faible ou forte pour ce qui est de l'attitude à convaincre d'autres à traiter l'eau de boisson, l'aptitude à utiliser le produit "Aquatabs" et le fait d'être soutenu par son entourage dans la pratique du traitement de l'eau. En termes de motivation, l'intensité de l'exposition crée une différence significative dans l'utilité du traitement de l'eau et les problèmes de santé liés à l'eau.

☞ Impacts de la crise économique mondiale sur le marché du travail

Problématique	Quels sont les impacts macroéconomiques, sectoriels et microéconomiques de la crise économique mondiale sur le pays et sur le marché du travail ainsi que sur les ménages
Pertinence politique	✓ Mesure des impacts multiples de la crise économique mondiale ✓ Analyse des mesures prises et mises en œuvre pour limiter les impacts de la crise ✓ Exploration des interventions futures de relance de l'économie et de création d'emplois
Revue de la littérature	✓ Banque mondiale (2009): Le développement des compétences pour la croissance économique et la compétitivité au Mali, octobre ✓ Banque Mondiale (2010): Mali : Filets sociaux, octobre ✓ CNPM, BIT (2009): Impacts de la crise financière sur le Mali – Étude réalisée auprès des entreprises et des décideurs de politique économique et sociale, mai ✓ INPS (): Statistiques des assurés, de 2006 à 2010 ✓ OIT (2011), Tendances mondiales de l'emploi 2011 – Le défi d'une reprise de l'emploi, rapport 2011, Genève ✓ République du Mali (2008): Les politiques du marché du travail et de l'emploi au Mali, novembre
Méthodologie	✓ Modélisation en équilibre général calculable ✓ Revue documentaire surtout sur le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT
Données utilisées	✓ Données d'enquêtes nationales EPAM et ELIM ✓ Comptes nationaux ✓ Données internationales
Principaux résultats	✓ Moindres effets sur PIB et échanges commerciaux ✓ Baisse croissance des branches coton, BTP, élevage, textiles, riz ✓ Perte d'exportations ✓ Baisse des investissements et de l'APD ✓ Détérioration de la balance des paiements ✓ Baisse de la qualité du travail ✓ Hausse du sous-emploi et de l'emploi irrégulier ✓ Diminution des emplois féminins et industriels ✓ Augmentation du nombre de travailleurs gagnant peu ✓ Elargissement de l'écart salarial genre
Recommandations	✓ Stimuler l'emploi notamment à travers des politiques d'investissement public pour suppléer la baisse des IDE ✓ Promouvoir des politiques actives d'emploi des femmes à l'instar de ce qui se fait déjà en faveur de l'emploi des jeunes ✓ Respecter les normes internationales du travail ✓ Œuvrer à l'instauration d'une mondialisation équitable ✓ Evaluer les projets et programmes en faveur de l'emploi, de la protection sociale et des négociations collectives



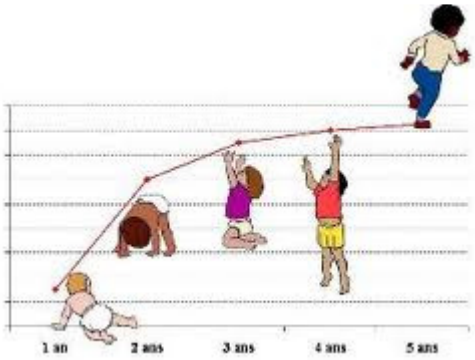


Suite à la crise, la qualité du travail a quelque peu baissé, le sous-emploi et les emplois irréguliers ayant nettement augmenté au contraire des emplois continus qui se sont raréfiés. En plus, les emplois féminins et les emplois dans l'industrie, en nette diminution, auront été les premières victimes de la crise sur le marché du travail. Concernant les revenus, la crise a non seulement provoqué une augmentation du nombre de travailleurs gagnant moins du SMIG mais aussi creusé l'écart entre les deux sexes au détriment des femmes.

Face à la crise économique mondiale, les mesures prises au Mali relèvent principalement du court terme. La seule politique de long terme qu'on peut évoquer est celle dite de l'Initiative riz en tant que réponse à la crise alimentaire et consistant essentiellement à subventionner l'importation d'engrais en faveur de la riziculture.

1.3. Croissance économique

☞ Diagnostic de la croissance (BAD)



La répartition actuelle des ressources entre firmes est perfectible dans le sens de la promotion d'une croissance accélérée. Sur le marché du travail, la rigidité des salaires et du niveau de l'emploi dans les entreprises ne permet pas toujours à ces dernières de s'ajuster pour atteindre la production optimale.

L'analyse des déterminants macro-économiques du financement des investissements permet de constater que le gap entre les investissements domestiques et l'épargne intérieure est financé par les transferts des migrants et l'épargne extérieure, principalement l'aide publique au développement. Au niveau macro-économique, même si la capacité d'absorption du Mali n'est pas encore saturée et les investissements directs étrangers demeurant faibles, le financement ne semble pas être actuellement la principale contrainte aux investissements domestiques mais pourrait la devenir dans le futur en cas de baisse drastique du niveau des transferts des migrants et de l'aide publique au développement. L'analyse des déterminants microéconomiques du financement des investissements montre que la faiblesse de l'investissement privé est moins liée au coût du capital qu'à des défaillances au niveau du système bancaire et des opérateurs économiques locaux.

L'analyse des politiques publiques a permis de relever que le système fiscal, la réglementation du commerce extérieur et l'accès au crédit sont autant d'obstacles à l'investissement et à la croissance économique. De même, les multiples formes de corruption (détournements de fonds publics, paiements indus aux agents publics) sont d'autres obstacles qui empêchent le pays d'atteindre l'efficacité économique.

Problématique	Procéder à une identification des contraintes majeures qui inhibent l'investissement et la productivité, et définir les bases d'une stratégie de croissance économique accélérée et inclusive dans le cadre du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCRP) 2012-2017 du Mali et du Document de stratégie pays axée sur les résultats (DSPAR) 2012-2017 de la BAD au Mali
Pertinence politique	Se préoccuper de la croissance parce que ✓ les performances ne sont pas suffisantes pour venir à bout de la pauvreté ✓ les réformes en faveur du marché n'ont pas jusqu'ici réussi à relancer l'investissement privé, domestique comme étranger ✓ l'écart se creuse au lieu de se rétrécir entre le Mali et ses comparateurs ✓ il n'y a pas de signe de transformation structurelle pouvant augurer d'une croissance durable de long terme Orienter la définition d'objectifs de croissance plus réalistes et l'identification de domaines prioritaires de réformes qui permettront une accélération de la croissance au Mali
Revue de la littérature	✓ Jean-Claude Berthélemy (2010): African growth diagnostics – A concept note, African development bank, September 2 ✓ Ricardo Hausmann, Bailey Klinger, Rodrigo Wagner (2008): Doing growth diagnostics in practice – A 'mindbook', CID working paper n° 177, September
Méthodologie	✓ L'approche part du taux de croissance à sa cause potentielle, donc une approche top down (Figure 1) ✓ Analyse des contraintes à la croissance ✓ Identification des leviers qui ont le plus de chance de conduire à la croissance
Données utilisées	✓ Données nationales pour mesure de performance ✓ Données internationales pour comparaison avec d'autres pays comparables
Principaux résultats	✓ Modeste réduction de la pauvreté et des inégalités ces 50 dernières années ✓ Faible productivité des facteurs ✓ Faible niveau de l'investissement et de l'épargne intérieures ✓ Faible intermédiation financière de l'économie malgré de relatifs faibles taux d'intérêt débiteurs ✓ Insuffisance quantitative et qualitative du réseau routier doublée de la vétusté du réseau ferroviaire ✓ Faible rendement comparatif de l'éducation ✓ Grand nombre d'impôts et taxes avec un nombre réduit de contribuables effectifs
Recommandations	✓ Diversification des destinations des exportations ✓ Promotion de chaînes de valeurs porteuses de croissance dans la production et les exportations de produits primaires (mines et agriculture) ✓ Lutte contre la corruption

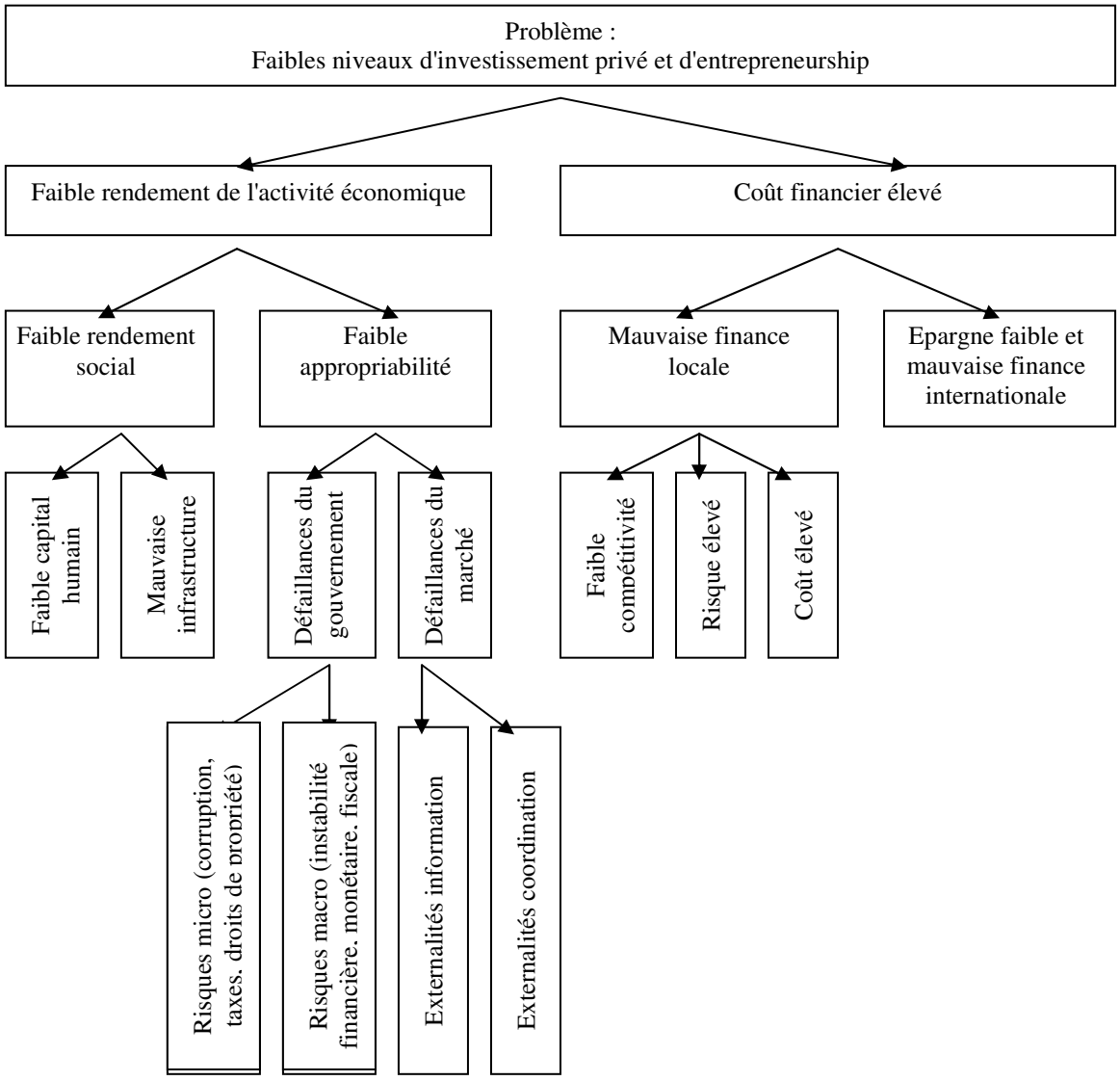


Figure 1. Arbre de décision du diagnostic de la croissance

Source: Hausmann et alt. (2008)

1.4. Finances publiques

☞ Programme de transition fiscale

Dans l'optique de l'intégration économique sous-régionale, le Mali est engagé dans un programme de transition fiscale qui demande une substitution progressive des recettes douanières par des recettes intérieures. Le programme de transition fiscale du Mali a retenu quatre groupes d'actions à savoir (i)

l'harmonisation des fiscalités intérieures indirectes et directes, (ii) l'élimination progressive des régimes dérogatoires, (iii) l'extension de la TVA et des droits d'accises et (iv) le renforcement des capacités et de la synergie entre administrations fiscales et douanières.

L'effort fiscal est caractérisé par son niveau relativement élevé et son instabilité de sorte que les possibilités d'augmentation des recettes fiscales sont moindres. Néanmoins des mesures d'accompagnement tendant, entre autres, à maîtriser les dépenses fiscales et les dépenses non sociales, à renforcer les capacités de l'administration fiscales et à étendre la TVA avec autorisation de la déduction de la TVA sur les consommations intermédiaires et l'élimination de la règle du butoir peuvent aider à améliorer la mobilisation des recettes et à consolider le processus de transition fiscale.

Problématique	Substitution des recettes intérieures aux recettes douanières dans le cadre de l'intégration régionale
Pertinence politique	✓ Evaluer le potentiel de recettes publiques et l'effort fiscal ✓ Rechercher les voies et moyens d'une augmentation des ressources publiques tout en minimisant les coûts sociaux des prélèvements
Revue de la littérature	✓ Gérard Chambas (2005): Afrique au Sud du Sahara – Quelle stratégie de transition fiscale, Etudes et document CERDI, E 2005.01, janvier ✓ Décision n° 35/2009/CM/UEMOA portant création du dispositif institutionnel du programme de transition fiscale au sein de l'UEMOA, 17 décembre ✓ Décision n° 34/2009/CM/UEMOA portant adoption des critères et indicateurs de la transition fiscale au sein de l'UEMOA, 17 décembre ✓ Décision n° 10/2006/CM/UEMOA portant adoption du programme de transition fiscale au sein de l'UEMOA, 23 mars ✓ République du Mali (2010): Programme national de transition fiscale, décembre
Méthodologie	✓ Analyse documentaire pour décrire le contexte, les défis et le système fiscal ✓ Analyse économétriques sur les données de recettes publiques de la période 1992-2010 pour évaluer le potentiel fiscal et l'effort fiscal
Données utilisées	✓ Données des administrations fiscales et douanières ✓ TOFE ✓ Données secondaires des institutions financières internationales
Principaux résultats	✓ Les recettes fiscales sont dominées par les recettes intérieures sur biens et services ✓ Leur part est non seulement supérieure aux moyennes observées dans les pays en développement, en Afrique subsaharienne, dans la zone franc et en Afrique hors zone franc mais aussi continue d'augmenter d'année en année ✓ En pourcentage du PIB, la fiscalité intérieure (directe et indirecte) est en légère augmentation depuis 2004 tandis que la fiscalité de porte (droits et taxes à l'importation) reste constante ✓ Depuis 2001, les taux de prélèvement au Mali ont dépassé ceux appliqués en moyenne dans la zone UEMOA mais restent en deçà de la moyenne des pays en développement ✓ Les recettes publiques sont déterminées positivement par la part de l'or dans les exportations, la profondeur du marché financier (ratio M2/PIB) et négativement par la production hors secteur primaire ✓ L'effort fiscal est élevé, par rapport aux PMA et à certains pays UEMOA, et instable ✓ Les possibilités d'augmentation des recettes fiscales sont moindres en comparaison des autres pays de l'UEMOA et des PMA plus généralement
Recommandations	Pour améliorer la mobilisation des recettes et consolider le processus de transition fiscale, il faut ✓ maîtriser les dépenses fiscales et les dépenses non sociales ✓ élargir la base des contribuables effectifs ✓ renforcer les capacités de l'administration fiscales ✓ étendre la TVA à davantage secteurs tout en autorisant sa déduction sur les consommations intermédiaires et en supprimant la règle du butoir

1.5. Pauvreté

☞ Profil de pauvreté (ELIM 2010)

La présente étude privilégie l'approche monétaire de la pauvreté. Pour ce faire, de nombreux indicateurs de pauvreté relatifs aux différentes dimensions sont calculés pour la population et pour des sous-groupes spécifiques de population, selon la répartition spatiale de cette population ou selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

Pour construire le profil de pauvreté, les données d'enquêtes de l'ELIM 2010 ont été utilisées. Cette enquête était combinée à l'enquête MICS dans le cadre d'une enquête globale appelée Enquête en grappe à indicateurs multiples et de dépenses des ménages. Elle a collecté des informations sur les dépenses des ménages et des individus, l'autoconsommation des biens courants et saisonniers, les cadeaux, les transferts, etc.

Problématique	Etablir le profil de la pauvreté sur les données d'enquêtes nationales les plus récentes, répartition spatiale et caractéristiques sociodémographiques des pauvres
Pertinence politique	✓ Meilleure connaissance de la pauvreté pour la mise en œuvre de politiques efficaces de réduction du phénomène ✓ Outil précieux d'aide à la décision pour mieux orienter les stratégies et politiques de lutte contre la pauvreté
Revue de la littérature	✓ GREAT (2007): Profil de pauvreté 2001, Bamako, janvier – mars ✓ GREAT (2006): Profil de pauvreté sur DAD – Rapport méthodologique, Bamako, janvier ✓ GREAT (2006): Revue de la littérature sur la pauvreté – Rapport de synthèse, Bamako, janvier
Méthodologie	✓ Etablissement d'un seuil de pauvreté équivalant au niveau de revenu sous lequel un individu est dit pauvre ✓ Calcul des indicateurs de pauvreté pour toute la population et pour chaque sous-groupe de population considéré selon diverses stratifications possibles ✓ Evaluation de la contribution des différents sous-groupes aux mesures de la pauvreté globale
Données utilisées	✓ Les données de l'enquête ELIM 2010 ✓ Les rapports des précédentes études GREAT d'analyse de la pauvreté
Principaux résultats	✓ 46% de taux de pauvreté avec 49% en milieu rural contre 37% en milieu urbain ✓ 21% de profondeur de la pauvreté (23% en milieu rural et 13% en milieu urbain) ✓ 446 milliards fcfa de déficit total des pauvres pour sortir de la pauvreté, soit 10% du PIB de 2010, montant plus que doublé en l'absence de ciblage parfait des pauvres ✓ 3% des dépenses des pauvres sont financées sur des transferts privés entre ménages à raison de 72% en provenance de ménages résidant au Mali
Recommandations	✓ Orienter davantage les stratégies de lutte contre la pauvreté vers le milieu rural et particulièrement dans les zones à fort potentiel agricole qui sont paradoxalement les plus touchées par le fléau ✓ Renforcer l'investissement dans les services de base pour accroître l'accès des ménages (y compris les ménages pauvres) auxdits services, eau et électricité, assainissement, éducation et santé, etc.

2. Enquêtes

Quel que soit le type d'enquête, le Rapport renseigne l'objet, les domaines d'investigation, le partenaire de recherche, la période d'enquête, l'échantillon et les principales activités à GREAT assignées.

2.1. Renseignement direct

☞ Questionnaire sur le budget ouvert 2012

Objet	Transparence et responsabilisation budgétaires au niveau du budget d'Etat
Domaine d'investigation	Accessibilité, disponibilité et production de l'information budgétaire
Partenaire	IBP (International Budget Partnership)
Durée	2 mois
Période	août 2011 – décembre 2011
Echantillon	1 seul questionnaire rempli par GREAT
Principales activités	✓ Collecte des documents budgétaires ✓ Entretiens avec des agents du Budget, de l'Assemblée nationale, de la Cour suprême ✓ Remplissage du questionnaire par GREAT ✓ Questionnaire en cours de validation

Le questionnaire rempli par GREAT est en cours de validation auprès d'IBP qui doit le finaliser au plus tard le 31 août 2012. Le calcul de l'indice de transparence budgétaire est prévu entre septembre et octobre de la même année. La dissémination des résultats est prévue pour le mois de novembre 2012.

2.2. Collecte de données sur échantillon

☞ Enquête: Assainissement total piloté par les communautés (ATPC) dans le milieu rural de la région de Koulikoro

Objet	Assainissement total piloté par les communautés dans la région de Koulikoro
Domaine d'investigation	✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Education et activité économique ✓ Incidence de crime ✓ Planning familial ✓ Sources de revenu ✓ Capital social ✓ Réseau social ✓ Santé ✓ Tabla anthropométrique ✓ Hygiène et assainissement ✓ Equipement pour le lavage des mains ✓ Etude des principales sources d'eau de boisson ✓ Organisation de jeux de société par applications de la théorie des jeux coopératifs
Partenaire	PEP
Durée	4 mois
Période	Avril – juillet 2011
Echantillon	4 532 ménages dans 121 villages (sur 191 visités) de la région de Koulikoro
Principales activités	✓ Participation à la conception du questionnaire ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Collecte des données sur terrain ✓ Saisie et gestion des données sur CSpro ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS

☞ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité globale

Objet	Rapport sur la compétitivité globale des entreprises 2011-2012 de World Economic Forum
Domaine d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Perception globale et sur la gouvernance ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Education et capital humain ✓ Corruption, éthique et responsabilité sociale ✓ Environnement ✓ Etc.
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	Février – avril 2011
Echantillon	114 entreprises
Principales activités	✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à world Economic Forum

3. Formation et renforcement des capacités

GREAT distingue les ateliers de formation modulaire de courte durée de la formation diplômante de type postuniversitaire destinés aussi bien aux cadres de l'administration économique, du secteur privé que de la société civile. GREAT a rédigé le texte instituant des diplômes de doctorats en sciences économiques et en sciences de gestion à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) de l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB). Ce texte avait été soumis à la signature du recteur de l'Université sous forme de décision. Malheureusement, à ce jour, l'acte n'a pas été formellement pris mais en contrepartie l'ISFRA (Institut supérieur de formation et de recherche appliquée) a élargi à la FSEG ses inscriptions en thèses jusqu'ici dominées par les sciences de l'éducation, de la terre et la géographie. En 2012, GREAT poursuivra ses efforts de rédaction des textes législatifs et réglementaires en vue de l'ouverture du Master 2 en économie quantitative calculable (MEQC) à la FSEG/USSGB.

Les domaines de formation modulaire privilégiés restent la modélisation en équilibre général calculable et diverses techniques d'analyse quantitative, la conception et l'élaboration de plans de développement économique local, l'analyse de la pauvreté et des inégalités, la gouvernance, etc. Ces formations sont destinées aussi bien aux chercheurs qu'aux agents dans la chaîne de décision à même d'utiliser des outils d'aide à la décision.

Cette année, la formation a plutôt consisté à la publication (qui va d'ailleurs se poursuivre en 2012) de manuels de formation en analyse de la pauvreté, en CSPRO et initiation à STATA ainsi qu'en modélisation (modèle MME_DNPD, T21 et modèle d'équilibre général calculable). Une fois tous les manuels publiés, des sessions de formation pourront être organisées à l'intention des enseignants-chercheurs de l'USSGB, des cadres de la Cellule technique CSLP et de la société civile.

3.1. Ateliers de formation

☞ Etude d'évaluation d'impacts des projets et programmes

Thème	Etudes d'évaluation d'impacts
Modules de formation	✓ Stratégie d'échantillonnage ✓ Collecte de données ✓ Production de l'étude d'évaluation d'impact ✓ Programmation sous STATA ✓ Récupération des résultats ✓ Analyse des résultats
Lieu	Bamako – Hôtel Olympe International
Période	15 – 18 octobre 2011
Durée	4 jours
Organisateur	GREAT Mali, Université Laval-PEP (Canada) et CELDAS (Argentine)
Formateur	Pr. Habiba Djebbari, Pablo Alfredo Gluzmann, Maria Adelaida Lopera
Supports	✓ Logiciel Stata ✓ Présentations PPT ✓ Documentation en fichiers PDF
Participants	23 chercheurs et assistants de recherche: ✓ 13 du Mali dont 2 de l'INSTAT, 2 de la Cellule technique CSLP et 9 de GREAT ✓ 7 du Sénégal dont 4 du CRES et 3 d'IPAR ✓ 3 du Burkina Faso (CEDRES)
Certification	Attestation signée de Pr. Habiba Djebbari (Formatrice principale) et Pr. Massa Coulibaly (Directeur exécutif de GREAT)

☞ Formation UEMOA en modèle d'équilibre général calculable et initiation à la pratique du logiciel GAMS

Thème	Modélisation en équilibre général et calculable et initiation à la pratique du logiciel GAMS
Modules de formation	✓ Lecture complète des MCS ✓ Programmation sous GAMS du modèle EXTER ✓ Exécution du programme et correction des erreurs ✓ Simulations ✓ Récupération des résultats ✓ Interprétation et analyse des résultats
Lieu	Bamako – Centre du secteur privé
Période	08 – 12 novembre 2011
Durée	5 jours
Organisateur	Commission UEMOA
Formateurs	Epiphane Adjovi, Akoété Ega Agbodji et Laurent Mathieu
Support	✓ Logiciel GAMS ✓ Manuel de formation ✓ Algorithmes des modèles EXTER
Participants	24 cadres nationaux dont 2 chercheurs de GREAT
Certification	Sans attestation

Les recommandations suivantes ont été faites à l'endroit de l'INSTAT et de la Commission de l'UEMOA à savoir:

- l'organisation d'un autre atelier national sur les MEGC avec une durée plus longue pour permettre aux participants de bien maîtriser la modélisation et l'utilisation de l'outil informatique associé
- l'organisation d'un atelier sous-régional sur les MEGC avec une durée plus longue
- la mise en place d'un groupe restreint de personnes ressources nationales disponibles et capables de travailler continuellement sur les MEGC en tant qu'outil précieux d'aide à la décision.

☞ Les modèles MME_DNPD et T21

Thème	Le Modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification du développement et le Modèle T21
Modules de formation	✓ Introduction à la modélisation économique ✓ Aperçu sur les comptes macroéconomiques ✓ Aperçu sur les critères de convergence de l'UEMOA ✓ Aperçu sur le cadrage macroéconomique ✓ Présentation du modèle MME-DNPD ✓ Présentation du modèle T21 ✓ Travaux de groupe
Lieu	Bamako – Centre de formation pour le développement (CFD)
Période	20 février – 2 mars 2012
Durée	10 jours
Organisateur	DNPD et CARFIP
Formateurs	Diakaridia Dembélé, Siaka Sanogo, Alassane Dembélé, Aboubacar Sacko, Karounga Camara
Support	✓ Logiciel T21 (VESIM) ✓ Structure générale de MME sur Excel ✓ Manuel de formation ✓ Présentations PPT
Participants	29 cadres nationaux dont un chercheur de GREAT
Certification	Sans attestation

Lors de cette formation, le Directeur exécutif de GREAT a fait une présentation intitulée "Importance de la modélisation en matière d'analyse et de prévision", en 5 points:

- Pourquoi modéliser: les enjeux, la formulation et l'analyse des recommandations de politiques, les gains divers et les qualités d'un bon modèle
- Historique de la modélisation: les écoles classique et néoclassique, la révolution keynésienne et les MEGC
- Instruments de modélisation: les fonctions de demande, les courbes d'indifférence, l'équilibre concurrentiel, l'économétrie, le modèle de Tinbergen, les modèles mathématiques et applications
- Types de modèles: modèles macroéconomiques, VAR, EGC et RBC (Real business cycles) – pour mesurer les impacts de politiques conjoncturelles de stabilisation
- Spécification des modèles: les étapes de passage de la théorie à la pratique, les types d'équations des modèles – équations comptables ou de comportement, les logiciels utilisés, les étapes de prévision.

☞ Formation sur le logiciel ARCGIS ciblée sur des économistes

Thème	Maitrise du logiciel ArcGIS pour une cartographie thématique
Modules de formation	✓ Prise en main de ArcGIS ✓ Acquisition des données ✓ Analyse des données
Lieu	Bamako – Siège de GREAT
Période	16 – 18 mars 2012
Durée	3 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	Dr. Ing; Hamadoun Bokar
Support	✓ Logiciel ArcGIS ✓ Supports de cours ✓ Exemples pratiques
Participants	7 chercheurs et assistants de recherche de GREAT
Certification	Sans attestation

3.2. Gestion de base de données

☞ Maîtriser CSPRO

Thème	Totale maîtrise de l'outil CSPRO
Modules de formation	✓ Conception du dictionnaire ✓ Conception de la forme ✓ Gestion de la saisie des données ✓ Exportation des données vers SPSS, STATA et autres logiciels de traitement des données
Lieu	Bamako
Période	11 – 18 août 2011
Durée	7 jours
Organisateur	GREAT
Formateur	Seydou Doumbia, INSTAT Bamako (Mali)
Support	✓ Logiciel CSPRO ✓ Manuel de formation ✓ Présentations PPT
Participants	2 assistants de recherche de GREAT
Certification	Sans attestation

3.3. Analyse de données

☞ Initiation à la modélisation économétriques sur STATA

Thème	Econométrie appliquées sur STATA
Modules de formation	✓ Régression linéaire générale ✓ Régression non linéaire ✓ Régression à effets fixes ✓ Variables instrumentales ✓ Modèles de séries temporelles
Lieu	Bamako – Siège de GREAT
Période	17 – 20 août 2011
Durée	4 jours
Organisateur	GREAT
Formateur	Nouhoum Traoré, New York University, Department of Economics city
Supports	✓ Logiciel Stata ✓ Présentations PPT ✓ Documentation en fichiers PDF
Participants	4 chercheurs et assistants de recherche de GREAT
Certification	Sans attestation

4. Communication et information

4.1. Dissémination des résultats de recherche

Dans le cadre du forum social des peuples organisé à Niono du 31 octobre au 3 novembre 2011, GREAT a présenté 2 communications sur la transparence budgétaire 2010 et les priorités de développement populaires en atelier. Le forum a enregistré la présence en plus des représentants de la société civile, ceux de l'Afrique et de l'Europe. La société civile malienne a exprimé une forte demande en matière de transparence budgétaire qui pourrait réduire la corruption et permettre un meilleur contrôle des dépenses superflues de l'Etat.

☞ Communication des résultats de transparence budgétaire 2010

Thème	**Mali_ Indice de transparence budgétaire : Résultats de l'enquête OBI 2010**
Public cible	Représentants de la société civile
Date	2 novembre 2011
Lieu	Terrain municipal des sports de Niono
Animateurs	Boubacar Bougoudogo et Moussa Coulibaly
Compte rendu	Des présentations distribuées aux participants

☞ Communication des résultats d'enquêtes Afrobaromètre

Thème	**Mali_ Priorités populaires de développement**
Public cible	Représentants de la société civile
Date	2 novembre 2011
Lieu	Terrain municipal des sports de Niono
Animateurs	Boubacar Bougoudogo et Moussa Coulibaly
Compte rendu	Des présentations distribuées aux participants

4.2. Point de presse

Un premier point de presse pour rendre compte de l'accaparement des terres dans la zone office du Niger, qui s'est tenu au centre Djoliba de Bamako et un second point de presse des Journées du savoir (Jds) de GREAT au Centre régional d'énergie solaire de Badalabougou à Bamako.

☞ Rencontre avec des journalistes de la presse écrite

Thème	**Accaparement de terre dans la zone office du Niger**
Public cible	Presse écrite
Date	20 Août 2011
Lieu	Centre Djoliba de Bamako
Animateurs	Kerstin Nolte, Jann Lay
Compte rendu	Des articles de presse dans une dizaine de journaux écrits

☞ Interviews avec la presse écrite et l'ORTM

Thème	**Produire du savoir – Conditions et finalités**
Public cible	Presse écrite
Date	11 Février 2012
Lieu	CRES de Bamako
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly, Dirck Strycker, Jacques Bigala
Compte rendu	Des articles de presse dans une dizaine de journaux écrits et la télé (ORTM)

4.3. Les Journées du savoir

Les 10 et 11 février 2012 s'est déroulée à Bamako, dans la salle de conférence du Centre régional d'énergie solaire de Badalabougou (CRES), la première édition des Journées du savoir du Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT). Le thème central portait était intitulé "Produire du savoir – Conditions et finalités".

Les objectifs visés par les Journées du savoir sont, entre autres:

- favoriser le développement des connaissances
- partager la grande variété des problématiques philosophiques, scientifiques, éthiques et politiques du savoir
- aider à approfondir des connaissances
- montrer l'intérêt de la recherche pour la prise de décision
- susciter un intérêt pour la recherche et pour la vocation de chercheur
- permettre au public de s'approprier du savoir
- démocratiser le savoir.

Après la cérémonie d'ouverture présidée par le ministre de l'éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales, les 14 communications étaient réparties en 5 sessions (3 sessions le 1er jour et 2 sessions le 2ème jour). Les sessions portaient respectivement sur:

- Les théories de la connaissance, 3 communications
- savoir et TIC, 3 communications
- Savoir et politiques, 2 communications
- Savoir et décision, 3 communications
- Savoir, enseignement supérieur et partenariat, 3 communications.

☞ Les communications

Les 14 communications présentées aux Journées du savoir sont:

- ✓ Économie politique du savoir, *Pr. Massa Coulibaly*
- ✓ Les enjeux de l'enseignement de la philosophie au secondaire, *Dr. Sangaré Coumba Touré*
- ✓ Deux démarches pour la maîtrise du savoir et de la recherche scientifique, *Dr. Oumar Bouaré*
- ✓ Features of national system of innovation and technology, *Bitrina Diyamette*
- ✓ Le rôle du savoir et des TIC dans l'amélioration de la productivité, *Dr. Jacques Bigala*
- ✓ Savoir et NTIC, *Niama Loua Bérété*
- ✓ Effect of currency Union on trade in the CFA franc zone, *Kossi Makpayo*
- ✓ Évolution de la politique économique du Mali de 1960 à nos jours, *Mme Konaré Nafissatou Guindo*
- ✓ Analyse de l'intégration des marchés agricoles de la sous-région, *Dr. Lamissa Diakité*
- ✓ Does better nutritional status lead to higher farm productivity, *Nouhoum Traoré*
- ✓ Choosing the subsectors for development assistance, *Pr. Dirck Stryker*
- ✓ Les Universités membres du REESAO face aux exigences du LMD, *Malam Maman Nafiou*
- ✓ Pour un partenariat scientifique Nord-sud de renforcement des capacités, *Pr. Dorothée Boccanfuso et Marie-Eve Yergeau*
- ✓ Inventaire de la production du savoir au Mali, *François Koné*.

☞ Les participants

Les présentes journées ont vu la participation d'une soixantaine de personnes, venues du Congo, du Niger, de la Tanzanie, des Etats-unis et du Mali. Ce sont des professeurs d'université, des chercheurs, des décideurs, des opérateurs économiques, des journalistes, des étudiants et autres intellectuels ou travailleurs du cognitariat. Ils étaient communicateurs, commentateurs, rapporteurs, présidents de session, discutants, personnel d'appui.

5. Publications

Tous les travaux de recherche ont donné lieu à des publications, d'abord sous forme de rapports ensuite sous forme d'articles scientifiques dans la revue trimestrielle "Les GREAT_Cahiers". Ces publications sont offertes aux partenaires de GREAT ainsi qu'à tout autre utilisateur Internet du site web du groupe à partir de la base de connaissances GREAT_Data. Aux 8 numéros de l'année (contre 4 numéros trimestriels initialement prévus) de cette revue se sont ajoutés 13 numéros en Briefing papers à savoir le GREAT Savoir".

5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Les déterminants de l'utilisation des services de santé
Numéro	36 Vol.1
Date de publication	Janvier – mars 2011
Auteurs	Boubacar Bougoudogo et Massa Coulibaly
Nombre de pages	52 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Estimation des dépenses de santé des ménages
Numéro	36 Vol.2
Date de publication	Janvier – mars 2011
Auteurs	Boubacar Bougoudogo et Massa Coulibaly
Nombre de pages	52 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Impacts de la crise économique mondiale
Numéro	37
Date de publication	Avril – juin 2011
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	54 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Démocratie et attachement aux institutions traditionnelles au Mali
Numéro	38 Vol.1
Date de publication	Juillet-septembre 2011
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	64 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La perception populaire du marché au Mali
Numéro	38 Vol.2
Date de publication	Juillet – septembre 2011
Auteurs	Massa Coulibaly et Moussa Coulibaly
Nombre de pages	55 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Méthodologie de relance de l'économie locale (ECOLOC) – Guide simplifié à partir de l'expérience de Koutiala et son hinterland
Numéro	39
Date de publication	Octobre – décembre 2011
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	41 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Marché des céréales et politique de la concurrence
Numéro	40 vol. 1
Date de publication	Janvier – mars 2012
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	40 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Pauvreté multidimensionnelle et conditions de vie (2001 – 2006)
Numéro	40 vol. 2
Date de publication	Janvier – mars 2012
Auteurs	Kassim Dabitao, Aoua Dembélé, Fadimata Haïdara et Arouna Sougané
Nombre de pages	54 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Indice de transparence budgétaire communale
Numéro	003
Date de publication	Mars 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Décentralisation et finances publiques
Numéro	004
Date de publication	Avril 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Impacts de la crise économique mondiale
Numéro	005
Date de publication	Mai 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Perceptions populaires du marché
Numéro	006
Date de publication	Juin 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Démocratie et institutions traditionnelles
Numéro	007
Date de publication	Juillet 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les déterminants de l'utilisation des services de santé
Numéro	008
Date de publication	Août 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Pauvreté multidimensionnelle et conditions de vie
Numéro	009
Date de publication	Septembre 2011
Auteurs	PEP
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Concurrence et marché céréalier
Numéro	010
Date de publication	Octobre 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Dialogue et relance de l'économie locale (Ecoloc)
Numéro	011
Date de publication	Novembre 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Valse des prix
Numéro	012
Date de publication	Décembre 2011
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Diffuser du savoir – Plan de communication 2010-2014
Numéro	013
Date de publication	Janvier 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Investir dans le savoir – Plan de mobilisation de ressources 2010-2014
Numéro	014
Date de publication	Février 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Produire du savoir – Conditions et finalités: Première édition des Journées du savoir
Numéro	015
Date de publication	Mars 2012
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

5.3. La GREAT_Formation

☞ Manuel utilisateur DevInfo

Titre	**Prise en main rapide du logiciel DevInfo 6.0 – Module utilisateur**
Numéro	09
Date de publication	Avril 2011
Formateurs	Modibo Traoré
Nombre de pages	16 pages
Nombre d'exemplaires	100
Support de publication	Papier

☞ Manuel d'initiation à STATA

Titre	**Initiation à la modélisation économétrique sur STATA**
Numéro	10
Date de publication	Août 2011
Formateurs	Nouhoum Traoré
Nombre de pages	20 pages
Nombre d'exemplaires	100
Support de publication	Papier

☞ Manuel de formation en analyse de la pauvreté

Titre	**Formation en analyse de la pauvreté**
Numéro	11
Date de publication	Décembre 2011
Formateurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	70 pages
Nombre d'exemplaires	100
Support de publication	Papier

☞ Manuel utilisateur CSPRO

Titre	**Manuel de formation en CSPRO**
Numéro	12
Date de publication	Mars 2012
Formateurs	Moussa Coulibaly
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	100
Support de publication	Papier

5.4. Réseau d'abonnés

Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures, à des partenaires techniques et financiers, universitaires et aux services publics et privés nationaux. En plus, elles sont toutes disponibles, contre une simple inscription, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Base de connaissances". De même, le "Great_Savoir" est accessible uniquement sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (les GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat

GREAT a bénéficié de l'appui de ses partenaires pour participer à des réunions et ateliers divers aussi à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. On peut citer:

- les réunions du Comité de prévision et de modélisation à Bamako avec le Ministère de l'économie et des finances
- l'atelier régional (sous l'égide de la CEDEAO) sur la taxation du tabac en Afrique de l'Ouest organisé par le CRES à Dakar
- l'Assemblée mondiale pour la transparence, la responsabilisation et la participation budgétaires organisée par IBP en Tanzanie
- l'atelier sur la mise en place d'un programme de régulation du commerce informel dans l'espace CEDEAO à Dakar
- l'atelier sur le remplissage du questionnaire OBI organisé par IBP à Dakar
- l'atelier sur les marchés du travail en Afrique de l'Ouest organisé par le CRDI à Dakar
- l'atelier de formation en mobilisation des ressources organisé par le CRDI à Dakar
- l'atelier sur la planification d'un projet de plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire organisé par IBP à Washington
- l'atelier sur la mise en œuvre du projet de plaidoyer en faveur de la transparence budgétaire organisé par IBP à Dakar

Les divers partenaires de GREAT peuvent être sériés en (i) institutions de recherche, (ii) administration publique, (iii) société civile et (iv) partenaires techniques et financiers.

6.1. Institutions de recherche

CAP (Cellule d'analyse et de prospective)	Réunions de dissémination des résultats de recherches
CGD (Centre pour la gouvernance démocratique)	Proposition d'étude collaborative (Démocratie, participation et légitimation de l'Etat) soumise au CRDI
CEDLAS (Centro de Estudios Distributivos, Laborales y Sociales)	✓ Enquête ATPC ✓ Atelier de formation en évaluation d'impact
CEDRES (Centre d'étude, de documentation et de recherche économiques et sociales)	✓ Atelier de formation de formation en évaluation d'impact ✓ Proposition d'étude collaborative (Emploi et migration des jeunes en Afrique de l'ouest) soumise au CRDI
CERADD (Carrefour d'études et recherches d'actions pour la démocratie et le développement)	Proposition d'étude collaborative (Démocratie, participation et légitimation de l'Etat) soumise au CRDI
CRES (Consortium pour la recherche économique et sociale)	✓ Atelier de formation en évaluation d'impact ✓ Proposition d'étude collaborative (Protection sociale, inclusion et marché du travail) soumise au CRDI ✓ Etudes sur la taxation de tabac
INSTAT (Institut national de la statistique)	Participation aux ateliers sur les micro-données
IPAR (Initiative prospective agricole et rurale)	✓ Atelier de formation en évaluation d'impact ✓ Proposition d'étude collaborative (Emploi et migration des jeunes en Afrique de l'ouest) soumise au CRDI
IREEP (Institut de recherche en économie empirique et politique)	✓ Enquête Afrobaromètre ✓ Proposition d'étude collaborative (Protection sociale, inclusion et marché du travail) soumise au CRDI ✓ Proposition d'étude collaborative (Démocratie, participation et légitimation de l'Etat) soumise au CRDI
PEP (Politique économique et pauvreté)	✓ Enquête sur l'assainissement total piloté par les communautés au Mali ✓ Formation en évaluation d'impact ✓ Proposition d'étude collaborative (Protection sociale, inclusion et marché du travail) soumise au CRDI
PSI	L'étude sur l'évaluation de l'utilisation de Aquatabs au Mali

Université de Göttingen - GIGA	Accaparement des Terres Agricoles/ Investissements dans l'Agriculture
Université de Sherbrooke - GREDI (Groupe de recherche en économie du développement international)	Partenaire dans le processus d'ouverture d'un Master 2 en économie quantitative calculable

6.2. Administration publique

BCEAO	✓ Réunion de la commission de crédit de la BCEAO
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	Atelier de formation sur la MME et le T21
Cellule technique CSLP	Ateliers de disséminations de résultats de recherche et de formation
DGB (Direction générale du budget)	Activités sur les questions budgétaires
DNCC	Etudes sur la concurrence et la compétitivité des entreprises
FSEG /Université de Bamako	✓ Programme de Master en économie quantitative calculable ✓ Elaboration des textes juridiques du doctorat en sciences économiques et gestion
PRECAGED	Journées du savoir

6.3. Société civile

CAD Mali	Forum des peuples à Niono
Centre Djoliba	Ateliers de dissémination des résultats de recherche
Groupe de suivi budgétaire	Réunion sur le plaidoyer
Presse	Articles de journaux sur les résultats de recherche et les ateliers
Réseau de plaidoyer et de lobbying	Atelier de formation

6.4. Partenaires techniques et financiers

B***ill*** et M***elinda GATES*** fo***u***ndation	Enquête sur l'assainissement total piloté par les communautés (ATPC) au Mali
BIT	Impact de la crise économique mondiale sur le marché du travail
Coopération Suisse (BUCO)	Révision de la démarche ECOLOC à Koutiala
DNCC	Etudes sur la concurrence et la compétitivité des entreprises
DOEF	Analyse approfondie des données EPAM
GIZ	✓ Formation en évaluation d'impact ✓ JDS
ITT (Initiative think tank) / CRDI Dakar	Subvention aux institutions : appui institutionnel
PSI	L'étude sur l'évaluation de l'utilisation de Aquatabs au Mali
World Economic Forum	Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises

7. Fonctionnement institutionnel

En plus des activités menées au cours de cette année, le fonctionnement de GREAT en tant qu'institution avec ces organes et ces instances est tout aussi important pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan stratégique. Statutairement l'ONG GREAT dispose d'une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations. Le conseil d'administration se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finance) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activité annuel.

7.1. Plan de communication

Comme prévu dans son plan stratégique 2010-2014, GREAT a procédé à la planification de ses activités de communication jusqu'en 2014. Ce plan, sous forme d'un document d'une dizaine de pages fixe les objectifs stratégiques, procède au diagnostic de la situation actuelle, élabore un plan d'action contenant les messages, les cibles, les supports et le calendrier des activités. Le plan de communication estime aussi les ressources nécessaires à son exécution et prévoit des indicateurs de suivi-évaluation des activités de communication qui seront menées. Ces indicateurs sont consignés dans le tableau suivant.

Tableau de suivi-évaluation du plan de communication

Supports	Indicateurs	Périodicité
Site web	Fréquentations	Mensuelle
Base de connaissances	Inscriptions	Semestrielle
Great_Cahiers	Distributions	trimestrielle
Great_Savoir	Abonnements électroniques et distributions	Mensuelle
Journées du savoir	Participation	Annuelle
Autres évènements	Participation	Annuelle
Calendrier	Distribution	Annuelle
Gadgets publicitaires	Distribution	Annuelle
Partenariat	Contributions	Variable

7.2. Plan de mobilisation des ressources

La planification de la mobilisation des ressources nécessaires à la bonne marche de ses activités est une activité prévue par le plan stratégique 2010-2014 de GREAT. Elle a été réalisée par la rédaction d'un document d'une vingtaine de pages tenant lieu de plan de mobilisations des ressources jusqu'en 2014. Le document analyse le contexte, fixe des objectifs, fait une typologie des fournisseurs de ressources et procède à une analyse de la compétitivité de GREAT. Cette analyse décrit l'environnement de la recherche, diagnostique les forces et faiblesses de l'institution (SWOT) et fait une projection des ressources qui seront mobilisées. Le plan d'opérationnalisation ou plan d'action définit les axes stratégiques et le "Business model". L'analyse des facteurs qui vont déterminer le succès de la mise en œuvre des activités de mobilisation de ressources et les indicateurs de suivi-évaluation sont les deux dernières parties du document-plan de mobilisation des ressources.

Matrice d'analyse des ressources selon les motivations des fournisseurs

	Influence politique	Influence débat public	Diffusion du savoir	Partage de valeurs	Domaine d'intervention	Incitations fiscales	Performance organisation-nelle	Total
ONG	1	5	1	3	4	1	1	16
Organisme international	5	1	1	1	3	1	1	13
Agence de coopération	4	1	1	1	4	1	1	13
Université	1	1	5	1	3	1	1	13
Organisme étatique	1	4	3	1	2	1	1	13
Fondation	3	1	1	5	3	1	4	18
Entreprise	1	1	1	1	3	5	1	13
Collectivité locale	3	4	1	1	4	1	1	15
OSC	1	5	4	3	4	1	5	23
Communauté	1	5	4	1	1	1	1	14
Chambre consulaire	4	1	1	1	4	1	1	13
Individu	1	1	1	5	1	1	3	13
Total	26	30	24	24	36	16	21	177
Echelle de notation	1 minimum	2	3	4	5 maximum			

La matrice indique une relative dominance des domaines d'intervention et de l'influence du débat public dans les motivations des fournisseurs. Tirer profit d'un tel positionnement amènerait GREAT à renforcer son avantage compétitif en matière d'analyse économique quantitative tout en veillant à la diversification des domaines d'application des techniques quantitatives apprises. De même, il devra davantage intervenir dans le débat public au Mali en s'associant à d'autres centres de recherche ou d'autres organisations de la société civile qui ont un avantage comparatif certain dans le lobbying et le plaidoyer. La poursuite du partenariat avec les organisations internationales et agences de coopération aiderait à l'atteinte des objectifs d'influence politique. Tout comme le rapprochement de l'université et de la communauté participera à une plus grande diffusion du savoir dans le public.

7.3. Programmation et responsabilisation des activités

GREAT a pour vocation la réalisation de toute activité de conseil, formation, recherche, publication, assistance et promotion de la science et de la culture. L'accent a été mis cette année sur la recherche dans les domaines de l'analyse de la pauvreté, des études d'impacts, de la gouvernance et de l'économie locale. Les résultats de recherche sont publiés via le site Internet de GREAT, "Les GREAT_Cahiers", "La GREAT_Formation", "La GREAT_Data",

"Le GREAT_Savoir" et "Les GREAT_Livres". Toutes ces publications sont distribuées à des partenaires aussi bien publics que privés.

Le directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements qui sont au nombre de 4 (Administration et finances, Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication). Chaque département a à sa tête un responsable qui assure en même temps des tâches de chercheur. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure que les activités en cours finissent et que de nouvelles commencent. Pour chaque activité ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et finit par une colonne observation.

Tableau de bord du suivi d'exécution des activités

		Boubacar	Fatim	François	Massa	Moussa	Observations
1.	Etudes et recherche						
1.1.	Protection sociale, marché du travail et pauvreté						
1.2.	Diagnostic de la croissance (BAD)						
1.3.	Programme de transition fiscale						
1.4.	Inventaire de la production du savoir au Mali						
1.5.	Profil de pauvreté (ELIM 2010)						
1.6.	Enquête sur la transparence budgétaire au Mali						
1.7.	Plaidoyer (IBP)						
1.8.	Elaboration du plan de mobilisation des ressources						
1.9.	Etude d'évaluation de programmes PSI (Aquatabs)						
2.	Formation						
2.1.	SPSS						
2.2.	STATA (août)						
2.3.	Cartographie						
2.4.	Etudes d'impacts (ATPC)						
2.5.	Thèses						
3.	Communication						
3.1.	Organisation des Jds						
3.2.	Elaboration du plan de communication						
4.	Publication (à suivre)						
4.1.	Manuel CSPRO						
4.2.	Manuel DevInfo						
4.3.	Manuel STATA						
4.4.	Manuel Analyse de la pauvreté						
4.5.	Manuel MEGC						

7.4. Réunions statutaires

Le Conseil d'administration s'est réuni en juin 2011 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. L'ordre du jour portait sur l'examen de validation du rapport d'activité 2010 et du programme d'activités 2011, le compte rendu des rencontres entre certains membres du conseil et les missionnaires TTI et l'adoption des Termes de référence de la première édition des Journées du savoir (Jds).

Durant l'année 2011-2012, la direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'un. Les réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Au nombre de 12, soit en moyenne 1 par mois, ces réunions

ont porté essentiellement sur l'accueil des collaborateurs TTI, la nouvelle organisation de GREAT, le dispatching des dossiers de recherche, les programmations des formations et autres missions.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en atelier (à Koulikoro) pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 6 ateliers de 4 à 5 jours qui se sont tenus durant l'année 2011-2012.

8. Suivi budgétaire

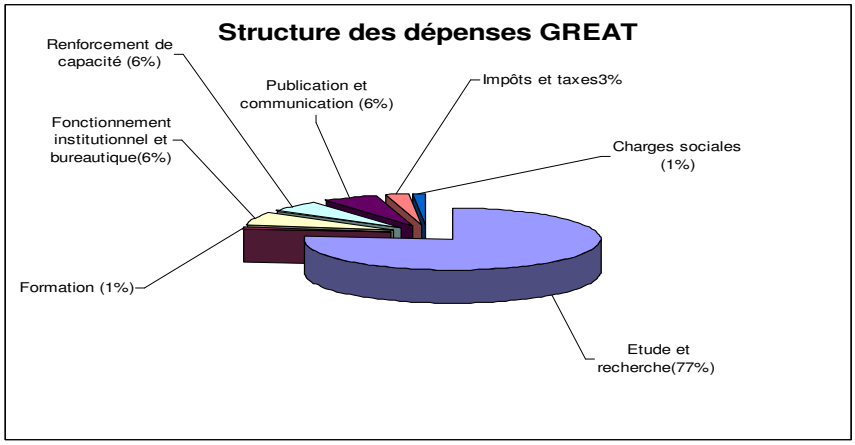
8.1. Système de gestion

Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil de gestion budgétaire à lui offert par le CRDI. Il permet de:

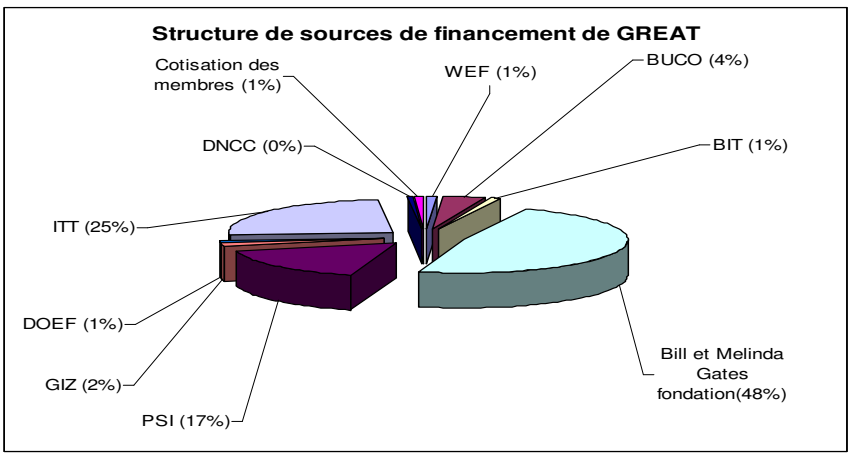
- enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- faire des prévisions et projections
- évaluer les besoins de trésorerie
- établir un rapport financier à tout moment.

Le nouvel outil de suivi budgétaire est une application qui permet de mémoriser les éléments de chaque poste budgétaire. Toutes les opérations de dépenses et de versement peuvent être régulièrement enregistrées et le solde établi à tout moment pour chaque ligne budgétaire et selon les sources de financement.

8.2. Structure des dépenses



8.3. Sources de financement



9. Programme d'activités 2012

Le programme d'activités de 2012 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2011.

☞ Programme prévisionnel d'activités

	Activités
1. Etudes et recherches	
Croissance	✓ Protection sociale ✓ Fuite des capitaux (MCE) ✓ Déterminants des taux débiteurs des banques au Mali
	✓ Le jeu des acteurs au Mali - Analyse contextuelle récente
Evaluation d'impacts	✓ Evaluation de la satisfaction des clientes des MLD ✓ Impacts des chocs et réformes à l'aide des MEGC
	✓ Travail non rémunéré
Pauvreté	✓ Cartes de pauvreté
Finances publiques	✓ Analyse budgétaire ✓ Rapport sur le budget ouvert
2. Enquêtes	✓ Enquêtes Afrobaromètre round 5 ✓ Enquête sur la compétitivité des entreprises
3. Formation et renforcement des capacités	✓ Formation en anglais et en langue nationale ✓ Formation en cartographie ✓ Formation en MEGC ✓ Formation DOEF ✓ Inscription et poursuite en thèses de doctorat ✓ Approfondissement SPSS ✓ Cointégration et MCE ✓ Ms Project
4. Communication	✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire
5. Publications	✓ 4 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 5 numéros de "La Great_Formation" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir ✓ Plan de mobilisation des ressources ✓ Plan de communication ✓ Plan stratégique
6. Partenariat	✓ Projet de collaboration entre GREAT et INSTAT ✓ Acte juridique du Master 2 en économie quantitative calculable
7. Fonctionnement institutionnel	✓ Révision du dispositif institutionnel ✓ Réunions régulières des instances

☞ Tableau de bord 2012-2013

	Thèmes	Délai	Responsable	Boubacar	Djénéba	Fatim	François	Massa	Moussa	Observations
Etudes et recherche	Protection sociale	Juin	François							
	Fuite des capitaux	Octobre	Massa							
	Taux débiteurs	Juillet	François							
	Jeu des acteurs	Mars 13	Massa							
	Evaluation satisfaction MLD	Juin	Massa							
	Impacts chocs et réformes	Décembre	Moussa							
	Travail non rémunéré	Juin	Massa							
	Cartes de pauvreté	Octobre	Fatim							
	Analyse budgétaire	Octobre	Djénéba							
	Rapport sur le budget ouvert	Octobre	Boubacar							
Enquêtes	Enquêtes Afrobaromètre	Mars 13	Moussa							
	Enquête compétitivité des entreprises	Mai	Moussa							
Formation et capacitation	Anglais et langue nationale	Septembre	Moussa							
	Cartographie	Juillet	Fatim							
	MEGC	Décembre	Moussa							
	Marché du travail	Juin	Massa							
	Thèses	Août	Massa							
	SPSS	Janvier	Massa							
	MCE sur Stata	Septembre	François							
	Ms Project	Août	Boubacar							
Communication	Gestion "Base de connaissances"	Mars 13	Djénéba							
	Plaidoyer pour la transparence budgétaire	Décembre	Boubacar							
Publications		Mars 13	Fatim							
Partenariat		Août	Massa							
Fonctionnement institutionnel		Mars 13	Massa							
Suivi d'exécution des activités		Mars 13	Djénéba							

Conclusions

Est-il encore besoin de rappeler que:

- l'accumulation du savoir est la clé de la croissance économique et du développement durable
- la distribution du savoir, le renforcement de l'expertise nationale et l'utilisation judicieuse des TIC peuvent transformer la société
- le décideur malien "s'abrite derrière une demande d'étude pour retarder toute décision sur une question brûlante"
- le droit du citoyen au savoir est un principe globalement partagé par les organisations de recherche
- près d'un tiers des femmes enquêtées utilisent une technique quelconque de traitement de l'eau dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Bamako
- environ deux ménages sur trois (66%) n'utilisent aucun moyen de traitement de l'eau de boisson au Mali
- l'analyse des politiques publiques a permis de relever que le système fiscal, la réglementation du commerce extérieur et l'accès au crédit sont autant d'obstacles à l'investissement et à la croissance économique.

Pourrait-on conclure ce rapport annuel sans parler des JDS que GREAT a organisées au mois de février 2012. En effet, cet évènement phare qui avait pour thème "Produire du savoir – Conditions et finalités" a vu la participation des centres et institutions de recherche du Mali en plus des chercheurs africains, européens et américains. Ces journées ont été l'occasion pour les chercheurs de débattre des théories de la connaissance, du savoir et TIC, du savoir et politiques, du savoir et décisions politiques enfin du savoir, enseignement et partenariat.

Tout au long de l'année, GREAT a continué à publier les rapports de recherche sous forme "Les GREAT_Cahiers", le "Great_Savoir" et la "Great_Formation". Nos cibles sont les universitaires et chercheurs, les décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.